

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté n° 12-2025-08-06-00005 du 06 août 2025

OBJET : Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'admission, au transit et au traitement de matériaux inertes extérieurs de refonte du phasage et de remise en état sur la carrière dite de « Crassous », située sur la commune de Saint Affrique représentée par la SAS GUIPAL

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son livre I^{er} et son livre V – titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2025-04-14-00002 du 14 avril 2025 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-308-10 du 4 novembre 2005 autorisant la Société COSTE FRERES à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de concassage-criblage sur les parcelles cadastrées section AX n° 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 50 pour une superficie de 7ha 94a 72ca sur le territoire de la Commune de Saint Affrique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-113-1 du 23 avril 2009 de modification du phasage de la carrière de « Crassous » - Commune de Saint Affrique ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-03-08-003 du 8 mars 2019 d'autorisation d'implanter et d'exploiter une centrale à béton sur la Carrière de « Crassous » - Commune de Saint Affrique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2020-04-10-001 du 10 avril 2020 valable pour une durée de 6 ans, relatif à l'admission au transit et au traitement de déblais calcaires externes sur la Carrière de « Crassous » - Commune de Saint Affrique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant n° 12-2022-06-23-00001 du 23 juin 2022 au bénéfice de la SAS GUIPAL, dont le siège social est situé Route de Camarès Brusque 12360 CAMARÈS ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance, déposé le 23 janvier 2025, et complété le 12 juin 2025 par la SAS GUIPAL, relatif à une demande d'acceptation au transit et traitement de matériaux inertes extérieurs, de refonte du phasage et de remise en état pour ladite carrière située sur la commune de Saint Affrique ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 juin 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 25 juillet 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observation du demandeur sur le projet d'arrêté comme précisé dans son courriel du 31 juillet 2025 ;

Considérant que le projet consiste en l'admission, et valorisation de matériaux inertes extérieurs, et que ces déblais sont valorisés par les installations mobiles de traitement autorisées sur le site ;

Considérant que la modification des conditions de remise en état renferme les éléments du principe initial de la vocation écologique et agricole (pâturage) du site après son exploitation ;

Considérant l'avis favorable du Maire de la commune de Saint Affrique sur le projet de remise en état émis en date du 22 janvier 2025, et l'avis favorable de la propriétaire de l'assise foncière du site sur le projet de remise en état émis en date du 12 mai 2025 ;

Considérant que l'emprise de la carrière demeure inchangée , sans incidences nouvelles en matière de biodiversité et impact visuel ;

Considérant que la méthode d'extraction demeure inchangée et qu'il n'y a pas d'effet supplémentaire sur la qualité de l'air ;

Considérant que la durée de l'autorisation demeure inchangée ;

Considérant que les capacités techniques et financières de la société GUIPAL sont suffisantes pour conduire et mener à bien l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que les garanties financières de la carrière située au lieu-dit « Crassous » - Commune de Saint Affrique sont constituées par l'acte de cautionnement émis par le Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées Entreprises à la société GUIPAL, représentée par Monsieur Didier GUIPAL ;

Considérant que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'ensemble des modifications sollicitées ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Arrête

Article 1 - Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Référence de l'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées ou complétées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions). Références des articles correspondants du présent arrêté	Nature des prescriptions ajoutées ou modifiées ou regroupées ou supprimées
2005-308-10 du 04 novembre 2005 et 2019-03-08-003 du 08 mars 2019	Article 1 Article 2	Article 2	Rubriques de classement
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 3	Article 3	Production
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 24.1.1	Article 4	Aire étanche Stockage GNR
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 14.4.1	Article 5	Extraction - Phasage
2005-308-10 du 04 novembre 2005	/	Article 6	Gestion des déchets inertes extérieurs
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 15.1	Article 7	Remblayage
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 15.3	Article 8	Remise en état
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 24.3	Article 9	Rejet dans le milieu naturel
2005-308-10 du 04 novembre 2005	Article 30	Article 10	Montant des garanties financières

Article 2 : Rubriques de classement

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 susvisé et les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 mars 2019 susvisé sont regroupées :

RUBRIQUE	RÉGIME	DÉSIGNATION / SEUIL	Caractéristiques de l'installation
2510-1	A	Exploitation de carrière , à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production annuelle (commercialisable) Moyenne : 50 000 T / an Maximale : 66 000 T / an
2515-1-a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-	Puissance installée 375 kW (concasseur et crible mobiles)

		rubrique 2515-2 a) La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW	
2517-2	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques la superficie de l'aire de transit des matériaux commercialisables étant supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Superficie de la station de transit 9 000 m ²
2518-b	D	Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant inférieure ou égale à 3 m ³	Capacité maximale de malaxage : 1500 L
2516	D	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents la capacité de transit étant supérieure à 5 000 m ³ mais inférieure ou égale à 25 000 m ³	Capacité de transit : inférieure à 150 m ³ (2 à 3 silos de 49 m ³)

Article 3 : Production

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont remplacées par :

La production moyenne annuelle est de 50 000 tonnes et le rythme de production n'excède pas l'équivalent d'une production annuelle de 66 000 tonnes.

Article 4 : Aire étanche

Les dispositions de l'article 24.1.1 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont remplacées par :

Aucun entretien de véhicule n'est autorisé sur le site de la carrière. Le ravitaillement en carburants et stationnement des engins, en dehors des heures d'ouvertures est réalisé à l'aide d'un engin citerne de bord à bord sur une aire étanche de 140 m² d'un débit de traitement de 6 l/s.

L'aire étanche est équipée d'un séparateur/débourbeur avec filtre coalesceur et d'un obturateur automatique.

Le séparateur d'hydrocarbures est vidangé autant que nécessaire.

Article 5 : Extraction - Phasage

Les dispositions de l'article 14.4.1 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont remplacées par :

La côte de fond d'extraction est limitée à 624 m NGF (seule la fosse de réception des eaux de la carrière atteint la cote de 619 m NGF).

La cinquième phase de **2025 à 2030** consiste à l'extraction d'un volume de matériaux de 165 000 m³ avec une cote de fond de fouille limitée à 624 NGF.

La sixième phase de **2030 à 2035** consiste à l'extraction d'un volume de matériaux de 165 000 m³ avec une cote de fond de fouille limitée à 624 NGF .

L'exploitation est réalisée selon les plans de phasage figurant en **annexe 1**.

Toute modification de ce phasage devra faire l'objet d'une information motivée préalable auprès de la Préfète.

Le mode d'exploitation respecte notamment les points suivants :

- l'extraction des matériaux est réalisée en plusieurs gradins en cours d'exploitation,

- la hauteur maximale de chacun des fronts est de 15 mètres maximum,
- la largeur de la banquette sera adaptée à la technique d'exploitation mise en place par l'exploitant et à la nature des terrains sans être inférieure à 10 m.

Article 6 : Déchets inertes extérieurs (procédure d'accueil Annexe 2)

La carrière accueille des déchets inertes extérieurs au site sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local.

Les déchets inertes extérieurs acceptés sur la **période 2025-2035** sont employés pour :

- le remblai 100 000m³ par couches successives avec une pente générale permettant d'assurer la stabilité de l'ensemble, et de limiter le ruissellement des eaux pluviales sur le talus principal au Nord du site ;
- La valorisation en matériaux recyclables destinés à la vente 100 000m³.

Sur la période 2025-2035 l'exploitation est divisée en 2 phases :

- La cinquième phase de **2025 à 2030**
les apports de matériaux inertes sur le site sont de l'ordre de 140 000 m³, utilisés pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état et/ou valorisés en matériaux recyclés destinés à la vente.
- La sixième phase de **2030 à 2035**

les apports de matériaux inertes sur le site seront au total de 60 000 m³, utilisés pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état et/ou valorisés en matériaux recyclés destinés à la vente.

Les déchets inertes extérieurs admis sont listés par l'Annexe I de l'Arrêté Ministériel du 12/12/14 et visent les déchets admissibles ne nécessitant pas de réalisation de procédure d'acceptation préalable.

Les déchets inertes extérieurs font l'objet d'une procédure d'accueil et de contrôle spécifiques mis en place par l'exploitant conformément à l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014 . :

Article 7 : Remblayage de la carrière par des matériaux inertes (plans localisation Annexe 3)

Les dispositions de l'**article 15.1** de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont remplacées par :

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. Il veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les déchets inertes extérieurs acceptés sont de l'ordre de 50 % employés pour le remblai par couches successives avec une pente générale permettant d'assurer la stabilité de l'ensemble, et de limiter le ruissellement des eaux pluviales sur le talus principal (Nord site).

Le volume de déchets inertes extérieurs représente au maximum 200 000 m³ pour les deux dernières phases **5 et 6 qui couvrent la période 2025-2035**.

Article 8 : Remise en état finale (plan Annexe 4)

Les dispositions de l'**article 15.3** de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont remplacées par :

La remise en état est coordonnée à l'exploitation.

Le phasage d'exploitation permettant d'aboutir au réaménagement final à vocation écologique et agricole, intègre la remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation au fur et à mesure que les développés complets sont atteints.

Article 9 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

Les dispositions de l'article 24.3 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont supprimées et remplacées par :

- Pas de présence d'un point de rejet canalisé sur site ;
- La carrière ne génère pas d'eaux usées (sanitaires chimiques).

Article 10 : Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2005 sont modifiées et remplacées par :

5 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale 2025-2030	(de 20 ans après la date de publication de l'arrêté à 25 ans après cette même date)	230 844€ TTC
6 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale 2030-2035	(de 25 ans après la date de publication de l'arrêté à 30 ans après cette même date)	250 835€ TTC

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,7 (mai 2025)
Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Article 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Aveyron ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 12 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint Affrique en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Saint Affrique dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.

Article 13 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Société GUIPAL, et dont une copie est déposée à la mairie de Saint Affrique pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Rodez, le

06 AOUT 2025

Pour la Préfète et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron



Véronique ORTET